

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 21/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BONNEFOY BETON CARRIERES INDUSTRIE SARL

Z.I. 14 rue de l'Industrie
BP 28
25660 Saône

Références : -

Code AIOT : 0005901564

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement BONNEFOY BETON CARRIERES INDUSTRIE SARL implanté Les Communaux 25660 LES MONTS-RONDS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BONNEFOY BETON CARRIERES INDUSTRIE SARL
- Les Communaux 25660 LES MONTS-RONDS
- Code AIOT : 0005901564

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une carrière de roches massives calcaires dont le tonnage moyen autorisé est de 1 000 000 t/an. La carrière est également autorisée à accueillir des déchets inertes.

L'autorisation de la carrière a été renouvelée pour une durée de 30 ans par arrêté préfectoral du 25 octobre 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Remblayage de la carrière	Arrêté Préfectoral du 25/10/2024, article 2.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Admission de déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 25/10/2024, article 6.1.4	Demande d'action corrective	3 mois
8	Protection de la biodiversité	Arrêté Préfectoral du 25/10/2024, article 8.1.1 et 8.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 25/10/2024, article 1.2.1	Sans objet
2	Niveaux de production	Arrêté Préfectoral du 25/10/2024, article 2.1.2	Sans objet
3	épaisseur d'extraction et fronts d'abattage	Arrêté Préfectoral du 25/10/2024, article 2.1.3	Sans objet
4	Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 25/10/2024, article Art 3.4.2	Sans objet
5	Niveaux de vibration lors des tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 25/10/2024, article 5.2.1 et 5.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a montré que l'exploitation de la carrière était globalement satisfaisante.

L'exploitant doit faire réaliser une analyse annuelle des boues de décantation de son installation de production de béton, afin de vérifier le respect des critères d'admission des déchets inertes.

L'inspection a également constaté un affaissement au niveau d'une zone en remblaiement.

L'exploitant doit être vigilant concernant la stabilité des remblais et préciser les actions mises en place pour assurer cette stabilité.

Des justifications sont également attendues concernant la mise en oeuvre de mesures d'évitement et de réduction de l'impact sur le Grand-Duc d'Europe.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2024, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1.1.3 et notamment pour la rubrique 2510-1.</p> <p>Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées. L'exploitation est menée en six périodes d'une durée de cinq ans.</p> <p>A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).</p> <p>Montant des garanties financières pour la phase 1 : 967 701 €</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une attestation de garanties financières d'un montant de 967 701 € valable du 18/12/2024 au 25/10/2029.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Niveaux de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2024, article 2.1.2
Thème(s) : Autre, Carrière
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La quantité de matériaux extraits valorisables ne dépasse pas 1 100 000 tonnes pour une année.</p> <p>Sur une période correspondant à chaque phase, la moyenne annuelle de quantité de matériaux extraits valorisables ne dépasse pas 1 000 000 tonnes par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare sur la plateforme GEREPE sa production annuelle. Celle-ci est établie à partir des données issues du pont bascule du site.</p> <p>La production pour l'année 2024 est inférieure à la production moyenne autorisée.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : épaisseur d'extraction et fronts d'abattage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2024, article 2.1.3

Thème(s) : Autre, Carrière

Prescription contrôlée :

L'épaisseur d'extraction maximale est de 110 mètres.

La cote minimale d'extraction est de +360 mètres NGF.

Les fronts d'abattage sont constitués au maximum de neuf gradins de 15 mètres maximum de hauteur verticale. Le neuvième gradin, le plus profond, aura une hauteur maximale de 10m. Le gradin supérieur aura une hauteur variable selon la topographie, variant de 0 m au plus bas à 10,5 m au maximum.

Ces gradins sont séparés par des banquettes horizontales de 10 mètres de largeur minimum.

Constats :

L'exploitant a transmis le plan topographique de la carrière daté du 04/07/2025. La cote minimale est à 417 m NGF ; l'exploitant n'a pas encore débuté l'extraction des paliers inférieurs suite à l'autorisation d'approfondir la carrière.

L'examen du plan par sondage ne fait pas apparaître de hauteur de gradins supérieure à 15 mètres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2024, article Art 3.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre un plan de surveillance des retombées de poussières dans l'environnement conformément aux dispositions des articles 19.5 et suivants de l'arrêté du 22 septembre 1994 susvisé.

Constats :

La première campagne semestrielle pour l'année 2025 a eu lieu du 24 juin au 24 juillet, en période de production normale.

La valeur maximale mesurée au niveau des premières habitations est de 195 mg/m²/jour ; elle est inférieure à la valeur limite autorisée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Niveaux de vibration lors des tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2024, article 5.2.1 et 5.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit/Vibration
Prescription contrôlée : Article 5.2.1 Valeurs limites : La limite à ne pas dépasser, des vitesses particulières pondérées mentionnée à l'article 22.2 de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières est réduite à 5 mm/s. Dans le cas où une campagne de mesures mettrait en évidence le dépassement de la valeur limite, une étude est alors élaborée afin de déterminer l'origine de ces dépassements, et les moyens à mettre en oeuvre pour respecter la valeur limite précitée. Article 5.2.2 Surveillance des niveaux de vibration lors des tirs de mines Un contrôle des niveaux de vibrations générées lors des tirs de mines est réalisé lors de chaque tir de mines au niveau des constructions et infrastructures les plus proches. La fréquence de contrôle pourra être adaptée par le préfet en fonction des résultats sur demande de l'exploitant.
Constats : L'inspection a consulté par sondage les plans de tir et les mesures de vibration réalisées en 2025. Le niveau maximal de vibration constaté est de 4,89 mm/s, et se situe au niveau de la cabane de chasse (tir du 15/05/2025 , charge unitaire de 141 kg). La possibilité de déplacer le point de mesure des vibrations de la cabane de chasse vers les premières habitations situées au nord du site avait été évoquée lors de la CDNPS du 2 octobre 2024. Ce sujet pourra être abordé lors de la prochaine CLIS (Commission Locale d'Information et de Surveillance) avec les représentants de la commune.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Remblayage de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2024, article 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : La quantité de déchets inertes pouvant être admise sur la carrière en vue du remblayage du carreau est limitée à 350 000 t/an. Les déchets utilisés sont conformes aux prescriptions du titre 6 du présent arrêté 11/39. Le remblayage est réalisé dans des conditions permettant d'assurer la stabilité des remblais. Il est effectué en deux étapes : <ul style="list-style-type: none"> • le remblaiement de la fosse générée par l'approfondissement jusqu'au niveau intermédiaire actuel ; • le remblaiement jusqu'au niveau maximal prévu.
Constats : L'exploitant déclare sur la plateforme GEREP les quantités de déchets admises sur site pour le remblayage du carreau. Les quantités admises en 2024 sont inférieures à la quantité maximale autorisée.

Lors de la visite du site, il a été constaté qu'une zone remblayée avait subi un affaissement de quelques mètres à son sommet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit préciser les actions mises en œuvre pour assurer la stabilité et la sécurité des remblais de déchets inertes. L'exploitant pourra utilement consulter le guide de l'Ineris "Remblayage de carrières à ciel ouvert par des déchets inertes. Guide de bonnes pratiques sur les critères de stabilité des remblais" : https://www.ineris.fr/fr/remblayage-carrieres-ciel-ouvert-dechets-inertes-guide-bonnes-pratiques-criteres-stabilite-remblais
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Admission de déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2024, article 6.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : I. L'apport dans la carrière de déchets et de matériaux provenant de l'extérieur de la carrière est autorisé pour le remblaiement partiel de la carrière. II. La quantité totale de déchets inertes admise sur site est limitée à 350 000 t/an. III. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 susvisé sont applicables. Les déchets inertes accueillis sur le site ne pourront pas être stockés définitivement sans déchargement préalable au sein d'une zone de contrôle. Cette zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. Une benne est implantée à proximité de la zone de déchargement des camions de déchets inertes, provenant de l'extérieur du site, afin d'y déposer les déchets qui ne sont pas autorisés. Le contrôle visuel après déchargement, et le cas échéant, la dépose des déchets non autorisés dans la benne, sont réalisés immédiatement.
Constats : L'exploitant a transmis le registre des déchets admis en 2025 pour le remblayage du site. La liste des déchets admis correspond aux déchets autorisés. L'exploitant admet pour le remblayage de la carrière des boues de décantation de sa centrale à béton située à côté de la carrière. Ce type de déchet ne figure pas à l'annexe I de l'arrêté

ministériel du 12/12/2014, et doit donc faire l'objet d'une analyse afin de vérifier le respect des critères de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12/12/2014. L'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas fait d'analyse.

Par ailleurs les déchets de boues de béton admis sur site ne figurent pas dans le registre des déchets entrants, car ils ne passent pas par le pont bascule du site.

Lors de la visite du site, il a été constaté que la zone de déchargement était identifiable, et la présence d'une benne pour les déchets non autorisés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit effectuer au moins une analyse annuelle sur un lot de boues de béton afin de vérifier le respect des critères de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12/12/2014. L'exploitant fera une analyse d'ici la fin de l'année et transmettra les résultats à l'inspection.

Les quantités de déchets de boues de béton utilisés en remblayage doivent être intégrées dans le registre des déchets admis sur site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Protection de la biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2024, article 8.1.1 et 8.1.2

Thème(s) : Autre, Biodiversité

Prescription contrôlée :

Article 8.1.1. Mesures d'évitement

II. Contrôle de la présence du Grand-duc d'Europe :

Un 1er contrôle préalable de la présence du Grand-duc sera réalisé annuellement en début de période de reproduction (écoute crépusculaire en décembre-janvier) par un spécialiste.

En cas d'installation avérée du Grand-duc d'Europe comme nicheur avant la reprise du front Nord- Est, les précautions suivantes seront mises en oeuvre :

- Un 2e contrôle sera réalisé par un spécialiste, de la reproduction effective de l'espèce (recherche de l'aire en mars-avril) et en cas de reproduction avérée, les tirs de mines seront programmés, sur cette zone « potentiellement sensible », après le 15 mai.
- Un 3e contrôle est réalisé en juin afin de faire le bilan de la reproduction et de vérifier le déplacement des jeunes.

Le nombre et la date des passages pourront être adaptés dans le cadre du protocole de suivi établi avec le spécialiste.

Article 8.1.2. Mesures de réduction

Un gîte artificiel pour la reproduction du Grand-duc d'Europe est créé.

La localisation et la description technique des travaux sont définies dans le cadre d'une convention avec la Ligue de Protection des Oiseaux.

Constats :

L'exploitant a indiqué qu'un contrôle de la présence du Grand-Duc avait été fait. Le compte-

<p>rendu de contrôle n'a pas pu être présenté lors de l'inspection.</p> <p>L'exploitant a indiqué que l'installation d'un gîte artificiel pour le Grand Duc d'Europe n'avait pas encore été réalisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection le compte-rendu du contrôle effectué de la présence du Grand-Duc d'Europe sur la carrière.</p> <p>L'exploitant transmettra l'état d'avancement et le planning prévisionnel pour l'installation d'un gîte artificiel sur la carrière.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>